

## IL APPROVISIONNAIT LES TERRORISTES EN ARMES ET EN MUNITIONS À PARTIR DU PORT D'ORAN

# Un réseau de trafic d'armes démantelé

**Le port d'Oran est au cœur d'un nouveau scandale. Le démantèlement par les gendarmes du Groupement de la wilaya de Mostaganem d'un réseau de trafic d'armes a dévoilé des complicités au niveau de ce port de l'Ouest. Un réseau dont les ramifications s'étendent plutôt aux groupuscules terroristes encore en activité.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -** Les trafiquants arrêtés dans le cadre de l'enquête et présentés samedi dernier devant la justice, soit 16 personnes, ont révélé que les armes saisies proviennent de France et d'Italie et transitent par le port d'Oran. En effet, les gendarmes ont mis la main sur 22 pièces d'armes dont 16 PA

(pistolets automatiques Magnum de calibre 9 mm) et cinq fusils de chasse (carabines de calibres 12 et 16 mm), en plus d'une quantité de munitions de guerre.

Parmi les armes récupérées, deux fusils sont recherchés dans le cadre de la lutte anti-terroriste. La vérification par la police technique de

la gendarmerie des numéros de série des armes saisies a permis d'identifier les vrais propriétaires, l'un à Skikda et l'autre à Bordj Bounaâma (Tissemsilt), lesquels ont été délestés de leurs armes par les terroristes au milieu des années 1990.

Tout a commencé, indique le commandant du groupement de Mostaganem, le lieutenant-colonel Mohamed Ben Hamida, en février dernier. Un renseignement donnait K. M., originaire de Tiaret, pour un marchand de munitions qui les écoule en petites quantités dans le marché hebdomadaire de Massera, 10 km au sud de Mostaganem.

La filature de ce dernier, deux mois durant, a permis de l'arrêter en possession de 50 cartouches de fusils de chasse. Interrogé, K. M. a indiqué aux enquêteurs ses contacts dans sa wilaya d'origine et à Relizane. Une souricière est ainsi tendue par les gendarmes pour appréhender les deux complices en possession des armes, soit 6 PA et deux carabines. Les gendarmes ont remonté la filière, aux ramifications étendues à plusieurs wilayas de l'Ouest, et ont pu arrêter plusieurs autres personnes dont trois membres appartenant à un réseau de soutien au terrorisme à Relizane. Il s'agit de



Photo : D. R.

M. L., M. A. et M. B. dont l'un d'eux gère un atelier de «fabrication et de réparation d'armes dans la commune de Lahlef, wilaya de Relizane.

Trois personnes recherchées dans le cadre de cette affaire restent en fuite dont Abdelkader El Hachemi, présenté comme le coordinateur de l'acheminement des armes à partir du port d'Oran, où le réseau jouit d'une complicité. Le lieutenant-colonel Ben Hamida n'a pas révélé s'il s'agit de douaniers ou de la PAF ou

les deux à la fois. L'enquête se poursuit, indique le même responsable qui précise également que le lot de munitions de guerre saisi se compose d'un millier de balles de différents calibres (7,65 mm, 5,5 mm et 4,8 mm). Les mis en cause devront répondre de différents chefs d'inculpation dont trafic d'armes et appartenance à un groupe terroriste. Treize ont été placés sous mandat de dépôt et mis sous contrôle judiciaire.

L. H.

### DISTRIBUTION DES RES-SOURCES HYDRAULIQUES

## Sellal promet un mois de Ramadhan et un été sans «soif»

Le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, promet aux Algériens un mois de Ramadhan et un été sans souci s'agissant de l'alimentation de leurs foyers en eau potable. «En termes de ressources nationales, nous n'avons strictement aucun problème. Cette année, nous avons le meilleur taux de remplissage des barrages par rapport aux dix dernières années», assure le ministre lors de sa visite hier, dans la wilaya de Boumerdès. Selon lui, le taux de remplissage cette semaine des barrages a atteint un niveau de 75,24%. Cependant, le ministre qui visitait également la station de dessalement de l'eau de mer de Cap Djinet qui entrera en production au mois d'octobre prochain pour injecter 100 000 m³/jour, avoue que des efforts restent à faire en matière de distribution, notamment en direction des petites agglomérations. «Il y a, certes, à chaque fois des projets qui sont réalisés. C'est vrai aussi qu'il y a une nette amélioration, mais reste la bataille des petites agglomérations à gagner», dira-t-il.

### Pas de risque de pollution émanant des stations de dessalement

Sur la question, les rejets récurrents issus de ces stations ; la saumure notamment, dans une même surface aquatique ne risquent-ils pas de devenir à terme des polluants ? Sellal est d'abord revenu sur le choix de l'implantation de ces usines de production de l'eau potable, choix qui lui a été imposé par la démographie et le réchauffement climatique. «Tout d'abord, l'Algérie a fait en la lumière le meilleur choix possible par rapport aux pays méditerranéens», dira-t-il d'emblée, laissant entendre que d'autres pays, à l'instar du Maroc qui a opté à son tour récemment pour cette solution, ont, eux aussi, été obligés d'avoir recours à cette solution. Pour Abdelmalek Sellal, les quinze stations de dessalement de l'eau de mer (5 en production, 5 en construction et 5 à l'état de projets) sécuriseront davantage les grandes villes du nord algérien où la majorité de la population y demeure.

De plus, ajoute Sellal, ces stations dégageront un surplus qui comblera le déficit puisé, auparavant, à partir des barrages des Hauts-Plateaux algériens. Au plan économique, il expliquera que le coût de revient de la transformation de l'eau de mer, estimé à 0,77 dollars US le mettre cube, avoisine celui produit à partir des barrages des Hauts-Plateaux. «Il ne faut pas oublier que durant l'année 2000, l'Algérie allait importer de l'eau par bateau», rappellera-t-il avant d'ajouter : «Qu'est-ce que c'est quelques milliers de mètres cubes de saumure, c'est-à-dire de l'eau salée entre 7 et 8 grammes qui se mélangeront avec l'eau de mer. Il n'y a par ailleurs, à ce jour, selon des spécialistes que nous avons consultés, aucun effet», conclura le ministre.

Abachi L.

## DEUXIÈME JOUR DE DÉBRAYAGE DU PERSONNEL DE LA SANTÉ

# Le Snapap satisfait de la mobilisation de ses troupes

**Deuxième jour de grève pour le personnel de la santé affilié au Conseil national du secteur de la santé publique sous l'égide du Snapap. Son président, Miloud Benmassoud, affirme que dans une vingtaine de wilayas, le taux de suivi avoisine les 70% au moment où la tutelle n'a entrepris aucun contact avec le syndicat pour renouer le dialogue.**

**Nawel Imès - Alger (Le Soir) -** La grève à laquelle appelle le Snapap concerne non seulement les médecins mais également les paramédicaux, les anesthésistes et l'ensemble des corps communs de la santé que le syndicat estime être les plus lésés. Un préavis de grève de trois jours avait été déposé auprès du ministère de la Santé, conformément à la réglementation. Le conseil national du secteur de la santé, regroupant outre les médecins, le corps paramédical et l'ensemble des corps communs, explique son appel à un débrayage de trois jours par la fin de non-recevoir opposée par le département d'Ould Abbès qui refuse tout dialogue avec les syndicats autonomes et par les pressions exercées au quotidien sur les syndicalistes affiliés au Snapap.

La plate-forme de revendications du Conseil national comporte pas moins de dix points. Il revendique le respect du droit de grève, la classification des infirmiers

qualifiés à l'échelle 10, l'entrée en vigueur des primes et des augmentations pour les corps communs, les médecins et les paramédicaux. Le Conseil national du secteur de la santé publique réclame également la publication du statut particulier des anesthésistes, des infirmiers travaillant en soins intensifs et dans les blocs opératoires.

Il appelle également à la révision du statut des corps communs de la santé en leur octroyant la prime de contagion, à la titularisation des contractuels et à ne pas omettre les puéricultrices et les infirmiers exerçant en psychiatrie. Ce mouvement intervient alors que les médecins résidents sont en grève depuis trois mois et qu'aucune solution ne profile à l'horizon pour la satisfaction de leurs revendications.

N. I.

### GROGNE DEVANT L'UGTA DE SKIKDA

## Les sections syndicales demandent le départ du SG de l'Union de wilaya

**Un rassemblement des membres des sections syndicales, relevant du secteur économique public et privé, a été observé hier mardi, aux environs de 14h, devant le siège de l'UGTA, situé à la cité des Frères-Ayachi (la CIA), dans la zone sud de la ville de Skikda.**

La revendication principale des syndicalistes, longtemps ressassée mais jamais satisfaite, a trait au départ du secrétaire général de l'Union de wilaya.

Les protestataires brandissaient des banderoles «non à la hogra», «on demande un contrôle financier et administratif de la gestion de l'UGTA de Skikda», «on demande l'intervention de l'instance nationale de l'UGTA». Parmi les Unions contestatrices, on compte celles de la plateforme pétrochimique (CP1K, Somik, Terminal), mais aussi des

douanes algériennes, de l'Algérienne des eaux et de l'ETUS. «J'ai été élu par 350 employés sur 420 lors d'une assemblée générale électorale. Six mois après, le SG de l'UGTA veut geler les activités de la section, alors que notre mandat électif expirera dans 16 mois», dira le porte-parole du syndicat des douanes. Pour l'un des cinq délégués de l'ETUS, l'assemblée générale électorale, qui s'est tenue le 16 mai, a été compromise par l'exclusion de Boulekraa Nouredine, l'un des candi-

ats. Après avoir demandé un écrit justificatif, on nous a signifié que c'est une décision unilatérale du SG de l'UGTA de Skikda. «Pas plus tard qu'hier (lundi, ndr), lors d'un déplacement au siège de cette dernière, pour y voir plus clair, on a failli nous tabasser, profitant de notre nombre réduit», ajoutera notre interlocuteur.

Toutes les sections syndicales sont unanimes à dire que cette action a été organisée après que tous les recours de dénonciation des dépassements de l'UGTA aient été épuisés. «On ne va pas baisser les bras, car les agissements de Zaïr Saïd sont incommensurables. Le dernier en date a consisté en la reconduction de

la section syndicale du CP1K, alors que la tentative de tenir l'AGE, lundi au siège de la direction au sein de la zone industrielle, a capoté du fait de la présence de seulement deux travailleurs», dira le délégué du CP1K, Hadji Abbès.

Pour Zaïr Saïd, contacté par nos soins, «pour l'ETUS, le refus dudit candidat est motivé par sa non-conformité au statut et règlement intérieur de l'UGTA. Oui, concernant le CP1K, décision a été prise de reconduire, comme le veut la réglementation, la section syndicale du complexe. Ceux qui demandent mon départ devront au préalable détenir la majorité. Affaire à suivre.

Zaïd Zoheïr